

17 septembre 2020

République démocratique du Congo: Disparition du défenseur des droits humains Olivier Muhubiri

Le 15 septembre 2020, le défenseur des droits humains **Olivier Muhubiri** a été signalé comme ayant disparu à Uvira, dans la province du Sud-Kivu. Sa disparition survient peu après qu'il ait commencé à recevoir des menaces pour avoir dénoncé le meurtre de civils dans les villages de Bilalombili et Ngezi par des groupes armés.

[Olivier Muhubiri](#) est un défenseur des droits humains et membre de l'organisation Lutte pour le changement (LUCHA) RDC Afrique. LUCHA RDC Afrique est un mouvement de la société civile qui défend la justice sociale et encourage les citoyens à lutter pour la promotion et le respect des droits humains à travers des campagnes et des pétitions.

Selon la famille d'Olivier Muhubiri, le défenseur des droits humains a quitté son domicile le 15 septembre 2020 vers 16 heures pour rendre visite à un ami dans son quartier. Sa famille et ses amis n'ont pas eu de nouvelles de lui depuis, et n'ont pas pu le joindre par téléphone. La famille d'Olivier Muhubiri a rapporté sa disparition au poste de police d'Uvira.

La famille d'Olivier Muhubiri pense que sa disparition est en représailles d'une lettre écrite par LUCHA RDC Afrique le 2 septembre, et signée par Olivier Muhubiri, qui a été envoyée au Bureau conjoint des droits de l'homme des Nations unies à Uvira, avec copie aux autorités locales. La lettre dénonçait le meurtre de civils dans les villages de Bilalombili et Ngezi le 31 août par des groupes armés. LUCHA RDC Afrique demandait que la population soit protégée et que des enquêtes soient menées afin de traduire les responsables en justice.

Le 6 septembre 2020, vers 10 heures du matin, Olivier Muhubiri et Christine Mugabo, membres de LUCHA RDC Afrique, ont reçu trois appels téléphoniques anonymes d'individus qui se seraient identifiés comme des officiers de haut rang de l'armée congolaise basés à Uvira. Ils ont menacé de tuer les défenseurs pour avoir publié la lettre. Vers 16 heures, les deux défenseurs ont reçu un autre appel téléphonique et l'interlocuteur les a menacés s'ils ne cessaient pas leurs activités de défense des droits humains. Les défenseurs des droits humains ont déposé une plainte au poste de police d'Uvira le 10 septembre.

Depuis le 13 septembre 2020, Olivier Muhubiri aurait alerté ses collègues et sa famille de la présence d'inconnus près de son domicile.

Front Line Defenders est très préoccupée par la disparition d'Olivier Muhubiri, car Front Line Defenders pense qu'elle est liée à son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains, dénonçant les exécutions extrajudiciaires de civils dans le pays.

Front Line Defenders exhorte les autorités de la République démocratique du Congo à :

1. Mener une enquête immédiate, approfondie et impartiale sur la disparition du défenseur des droits humains Olivier Muhubiri, en vue de déterminer où il se trouve et d'assurer sa protection, de publier les résultats et de traduire les responsables en justice conformément aux normes internationales ;

2. Condamner les menaces de mort contre Olivier Muhubiri et Christine Mugabo, car Front Line Defenders pense qu'elles sont directement motivées par leur travail pacifique et légitime en faveur des droits humains;
3. Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'intégrité physique et psychologique et la sécurité d'Olivier Muhubiri et de Christine Mugabo;
4. Garantir en toutes circonstances que tou.te.s les défenseur.ses des droits humains en RDC puissent mener à bien leurs activités légitimes de défense des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction, y compris le harcèlement et les menaces.

Front Line Defenders Board of Trustees

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy, Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

Front Line Defenders International Advisory Council

James L. Cavallaro, Maryam Elahi, Michel Forst, Hina Jilani, Maina Kiai

Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

Front Line Defenders Board of Trustees

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy, Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

Front Line Defenders International Advisory Council

James L. Cavallaro, Maryam Elahi, Michel Forst, Hina Jilani, Maina Kiai

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20045241; CHY 14029

limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland.

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20045241; CHY 14029